

En application de la loi du 27 février 2002 sur la démocratie de proximité, une page d'expression libre est réservée aux élus du Conseil municipal.

Majorité municipale

Les forces de progrès se sont rassemblées pour gérer ensemble les affaires communales avec comme priorités le «vivre ensemble», la justice sociale et le développement durable de Saint-Orens. Nous assumons pleinement ces engagements au sein de la majorité municipale, dans un contexte social et économique dégradé chaque jour un peu plus par la politique gouvernementale qui met à mal les conditions de vie des citoyens et les finances de la commune. Cette rentrée s'annonce sous de bien sombres auspices.

La destruction du service public éducatif programmée

La rentrée scolaire s'effectue dans les pires conditions : suppression massive de postes, fermeture de classes, réduction du temps scolaire générant des coûts de garde supplémentaires pour les familles et des obligations budgétaires nouvelles pour les communes. Ces réformes sont menées sans concertation, avec le plus grand mépris pour les enseignants et les parents d'élèves, au détriment de l'intérêt de nos enfants.

Aux côtés des parents d'élèves et de la communauté éducative, nous dénonçons le démantèlement du droit à la réussite scolaire. L'Ecole, investissement sur l'avenir, doit rester une priorité.

Une rentrée économique et sociale morose

Croissance économique en berne, pouvoir d'achat des familles en baisse, prix de l'énergie en hausse, reprise du chômage... : privé de toute marge de manœuvre à cause du cadeau fiscal de 15 Mds pour les plus favorisés, le gouvernement a choisi, pour financer le RSA, de créer une nouvelle taxe dont seront une fois de plus exonérés les plus fortunés. Où est la solidarité ? Cette mouture du RSA sera en outre une opportunité pour le patronat pour développer les emplois précaires et à temps partiel.

Non à une société de suspicion

Les élus Socialistes et Radicaux de Gauche partagent pleinement l'inquiétude de nos concitoyens, soulevée par le projet de mise en place du fichier Edvige qui permet d'enregistrer des informations sur les personnes engagées dans la vie politique, syndicale, religieuse, associative, y compris leur état de santé et leur orientation sexuelle. Nous condamnons fermement le fichage de mineurs qui n'ont commis aucun délit, et ce dès l'âge de 13 ans, au prétexte qu'ils seraient «susceptibles» de commettre une «atteinte à l'ordre public».

Avec vous, nous aurons toujours à cœur de promouvoir la solidarité sociale et territoriale, et de défendre les services publics, dans le cadre de Saint-Orens et de la future Communauté Urbaine.

Groupe des Elus Socialistes et Radicaux de Gauche

Défendre les Solidarités en tous domaines est bien l'acte politique majeur aujourd'hui, fondement social et économique de la République. C'est avec cette vision que nous soutenons le passage en Communauté Urbaine et que nous dénonçons toute atteinte aux valeurs « Liberté, Egalité, Fraternité » inscrite au fronton de nos mairies.

Défendre les services publics de proximité, assurer l'accès aux soins pour tous, garantir le pouvoir d'achat des familles nécessitent des actions politiques fortes tant locales que nationales.

Au Conseil municipal, nous souhaitons rassembler pour donner à notre commune et au Grand Toulouse les marges de manœuvres budgétaires permettant d'agir au service de tous.

Les attaques contre l'Ecole Publique, la suppression envisagée de la Taxe Professionnelle, les hausses de prix autant pour l'alimentaire que les énergies assombrissent l'horizon d'autant plus que la crise financière est grave... Ensemble nous devons réagir contre cette politique destructrice. Placer l'Homme au centre des politiques publiques, économiques et industrielles est bien l'enjeu de notre décennie.

Groupe Communiste et Républicain

Groupe d'opposition

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

L'espace ici imparti étant limité, nous avons créé sur le site «saintorensautrement.com» un bulletin intitulé «Les Couloirs municipales» : il vous permettra de compléter votre information, de comprendre comment certaines dépenses non indispensables sont décidées, ou d'autres différées faute de ressources.

En cette période il est bon de rappeler que seul le taux de la part communale du foncier bâti a été augmenté. Il est clair que, pour la majorité, après être venue tardivement (entre les deux tours de l'élection municipale) à l'idée de ne pas toucher à la taxe d'habitation, ne voter aucune augmentation des taux, c'était adopter l'attitude que nous avons préconisée durant toute la campagne : impensable ! Les sept élus d'opposition ont voté contre cette hausse symbolique (qui rapportera 26.000 €) considérant que l'augmentation importante des bases générerait déjà, à elle seule, un accroissement suffisant des ressources communales (+ 340.000 €) et qu'il était temps de mettre fin à la spirale infernale de la hausse des impôts locaux.

Nous suivons également avec attention le projet du Tucard, ainsi que la prochaine création d'une Communauté urbaine (01/01/2009), voulue par Toulouse, et ses conséquences sur notre commune : incidences fiscales, nouvelles compétences, mutualisation des PLU ...